



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 23/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CALCIA (Ciments) (Usine)**

Usine de Villiers au Boin  
37330 Villiers-au-Bouin

Références : VAT20240236  
Code AIOT : 0010000648

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2024 dans l'établissement CALCIA (Ciments) (Usine) implanté Usine de Villiers au Bouin 37330 Villiers-au-Bouin. L'inspection a été annoncée le 07/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CALCIA (Ciments) (Usine)
- Usine de Villiers au Bouin 37330 Villiers-au-Bouin
- Code AIOT : 0010000648

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Calcia de Villiers au Bouin est une usine de fabrication de ciment qui dépend du groupe HEIDELBERG. Elle est réglementée par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19021 du 21 juillet 2011 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 juin 2022.

L'arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 (TAR) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est également applicable à l'établissement.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de Surveillance : Règles générales	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Plan de Surveillance : Règles générales	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Surveillance des émissions des installations fixes : dispositions générales	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 19	Demande d'action corrective	2 mois
5	Méthode fondée sur le calcul: généralités	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 24	Demande d'action corrective	2 mois
8	Méthode fondée sur le calcul: Facteurs de calcul	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 29	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
9	Méthode fondée sur le calcul: Facteurs de calcul	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 35	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Gestion et contrôle des données	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 58	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Exigences de déclaration	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 69	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Surveillance des émissions des installations fixes : dispositions générales	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 21	Sans objet
6	Méthode fondée sur le calcul: Données d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 27	Sans objet
7	Méthode fondée sur le calcul: Données d'activité	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 28	Sans objet
11	Exigences de déclaration	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 65	Sans objet
12	Exigences de déclaration	Règlement européen du 19/12/2018, article Article 68	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de Surveillance : Règles générales

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contenu et présentation du plan de surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Chaque exploitant ou exploitant d'aéronef soumet un plan de surveillance à l'approbation de l'autorité compétente. Le plan de surveillance décrit de façon détaillée, exhaustive et transparente la méthode de surveillance appliquée par une installation spécifique ou par un exploitant d'aéronef donné, et contient au moins les éléments indiqués à l'annexe I.</p> <p>2. Si l'annexe I fait référence à une procédure, un exploitant ou un exploitant d'aéronef établit, consigne, met en oeuvre et tient à jour cette procédure séparément du plan de surveillance. L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef résume les procédures dans le plan de surveillance en fournissant les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'intitulé de la procédure;</li> <li>b) une référence traçable et vérifiable, permettant d'identifier la procédure;</li> <li>c) la désignation du poste ou du service chargé de mettre en oeuvre la procédure et responsable des données générées ou gérées par la procédure;</li> <li>d) une brève description de la procédure permettant à l'exploitant ou à l'exploitant d'aéronef, à</li> </ul>

<p>l'autorité compétente et au vérificateur de comprendre les paramètres essentiels et les principales opérations effectuées;</p> <p>e) la localisation des dossiers et des informations pertinents;</p> <p>f) le nom du système informatique utilisé, le cas échéant;</p> <p>g) la liste des normes EN ou des autres normes appliquées, le cas échéant. Sur demande, l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef met toute documentation relative aux procédures à la disposition de l'autorité compétente.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Le Plan de Surveillance du site ne dispose pas de diagramme schématisant les sources et les positionnements des outils de mesures tel qu'explicité dans l'annexe I du règlement MRR du 19/12/2018.</b></p> <p>L'absence de diagramme avait été portée à l'attention de l'exploitant par mail du 09 Mars 2024. Celui-ci a transmis par mail du 13 Mars un diagramme qui ne répond pas aux critères de l'annexe I du règlement européen MRR du 19/12/2018.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Plan de Surveillance : Règles générales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Modifications du plan de surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Chaque exploitant ou exploitant d'aéronef vérifie régulièrement que le plan de surveillance est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation ou de l'activité aérienne conformément à l'article 7 de la directive 2003/87/CE, et étudie la nécessité d'une amélioration de la méthode de surveillance. 2. L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef modifie le plan de surveillance au moins dans les cas suivants: a) lorsque de nouvelles émissions se produisent, parce que de nouvelles activités sont menées ou parce que de nouveaux combustibles ou de nouvelles matières sont utilisés, dont le plan de surveillance ne fait pas encore état ; b) lors d'un changement dans la disponibilité des données, du fait de l'utilisation de nouveaux types d'instruments de mesure ou de nouvelles méthodes d'échantillonnage ou d'analyse, ou pour d'autres raisons, qui se traduit par une plus grande précision dans la détermination des émissions ; c) lorsque les données obtenues par la méthode de surveillance précédemment appliquée se sont révélées incorrectes ; d) lorsque la modification du plan de surveillance améliore la précision des données déclarées, sauf si cela n'est pas techniquement réalisable ou entraînerait des coûts excessifs ; e) lorsque le plan de surveillance ne répond pas aux exigences du présent règlement et que l'autorité compétente</p>

invite l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef à le modifier ; f) lorsqu'il est nécessaire de donner suite aux suggestions d'amélioration du plan de surveillance contenues dans le rapport de vérification.
<b>Constats :</b>  <b>Le procédé inclut un nouvel outil de mesure (zetium) qui n'a pas fait l'objet d'une demande de modification du Plan de Surveillance.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Surveillance des émissions des installations fixes : dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Catégorisation des installations, des flux et des sources d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]. 3.L'exploitant classe chaque flux dans l'une des catégories ci-après en comparant le flux à la somme de toutes les valeurs absolues de CO2 fossile et de CO2(e) correspondant à l'ensemble des flux pris en considération par les méthodes fondées sur le calcul et de toutes les émissions provenant des sources surveillées à l'aide de méthodes fondées sur la mesure, avant déduction du CO2 transféré: a) «flux mineurs», lorsque les flux sélectionnés par l'exploitant représentent ensemble moins de 5 000 tonnes de CO2 fossile par an ou moins de 10 %, jusqu'à une contribution totale maximale de 100 000 tonnes de CO2 fossile par an, la quantité la plus élevée en valeur absolue étant retenue. b) «flux de-minimis», lorsque les flux sélectionnés par l'exploitant représentent ensemble moins de 1 000 tonnes de CO2 fossile par an ou moins de 2 %, jusqu'à une contribution totale maximale de 20 000 tonnes de CO2 fossile par an, la quantité la plus élevée en valeur absolue étant retenue. c) «flux majeurs», lorsque les flux n'entrent ni dans la catégorie visée au point a) ni dans celle visée au point b). [...] 4.L'exploitant classe chaque source d'émission pour laquelle une méthode fondée sur la mesure s'applique dans une des catégories suivantes: a) «sources d'émission mineures», lorsque la source d'émission émet moins de 5 000 tonnes de CO2(e) fossile par an ou moins de 10 % des émissions fossiles totales de l'installation, jusqu'à une contribution totale maximale de 100 000 tonnes de CO2(e) fossile par an, la quantité la plus élevée en valeur absolue étant retenue. b) «sources d'émission majeures», lorsque la source d'émission n'entre pas dans la catégorie des sources d'émission mineures. Par dérogation à l'article 14, paragraphe 2, l'autorité compétente peut autoriser l'exploitant à ne pas modifier le plan de surveillance lorsque, sur la base des émissions vérifiées, le seuil visé au premier alinéa pour la classification d'une source d'émission en tant que source d'émission mineure a été dépassé, mais que l'exploitant prouve de manière concluante que ce seuil n'a pas déjà été dépassé au cours des cinq dernières périodes de déclaration et qu'il ne sera plus dépassé à compter de la période de déclaration suivante. [...]

**Constats :**

Le site possède 10 points de flux.

**La catégorisation du flux correspondant aux flux industriels (F3) est incorrecte. D'une valeur de 2017 tonnes CO<sub>2</sub> / an, ce flux dépasse la catégorie « de minimis » (< 1000 tonnes CO<sub>2</sub> / an) et devrait par conséquent être catégorisé comme «flux mineur ».**

Ce constat a été porté à l'attention de l'exploitant par e-mail du 9 Mars 2024.

Réponse de l'exploitant le 13/03/2024

*Le flux des flux industriels (flux n°3 d'après le PDS) est effectivement classé comme un flux mineur, il s'agit d'une erreur sur le plan de surveillance. En revanche, l'incertitude appliquée est de 1,5% (plus restrictif que pour un flux de minimis) et la fréquence de contrôle appliquée est de une fois par mois, soit une fréquence plus élevée que celle requise par la réglementation.*

*Ce point pourra être mentionné sur le rapport d'amélioration et fera l'objet d'une mise à jour du plan de surveillance.*

*Le flux de TOC (flux n° 7 d'après le PDS), est quant à lui, un flux de minimi qui correspond à moins de 2% des émissions totales, tel que mentionné sur l'impression écran ci-dessus.*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 4 : Surveillance des émissions des installations fixes : dispositions générales**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article Article 21

**Thème(s) :** Risques chroniques, Choix de la méthode de surveillance

**Prescription contrôlée :**

1.Aux fins de la surveillance des émissions d'une installation, l'exploitant choisit d'appliquer une méthode fondée sur le calcul ou une méthode fondée sur la mesure, sous réserve des dispositions spécifiques du présent règlement. La méthode fondée sur le calcul consiste à déterminer les émissions des différents flux à partir des données d'activité obtenues au moyen de systèmes de mesure et de paramètres complémentaires issus d'analyses de laboratoire, ou de valeurs par défaut. La méthode fondée sur le calcul peut être mise en oeuvre conformément à la méthode standard définie à l'article 24 ou à la méthode du bilan massique définie à l'article 25. La méthode fondée sur la mesure consiste à déterminer les émissions des différentes sources par une mesure continue de la concentration des gaz à effet de serre concernés dans les effluents gazeux ainsi que du débit de ces effluents, et par une surveillance des transferts de CO<sub>2</sub> entre les installations dans lesquelles sont mesurés la concentration de CO<sub>2</sub> et le débit du gaz transféré. Si l'exploitant applique la méthode fondée sur le calcul, il indique dans le plan de surveillance, pour chaque flux, s'il s'agit de la méthode standard ou de la méthode du bilan massique et précise les niveaux applicables conformément à l'annexe II. [...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a choisi la méthode par calcul.</p> <p>-Pour les combustibles, la formule choisie est la suivante (onglet D du PdS, lignes 28 et 29):  quantité de CO2 Kg an = DA x (1 - %eau/100) x PCI x (1-BM) * FE * FO  avec :  DA= quantité de combustible consommée en tonne brut ou sec suivant le combustible  % Eau=0% si combustible sec sinon en %  PCI= Pouvoir calorifique inférieur en GJ/tonne brute ou sèche suivant combustible  BM=% biomasse (=0% si combustible sans BM)  FE=Facteur d'émission en kg CO2/GJ FO=1</p> <p>Par mail du 09 Mars 2024, il a été porté à l'attention de l'exploitant que cette formule différait du modèle général (Émissions (t CO2 ) = DA * FE * FO). Réponse de l'exploitant(e-mail du 13 mars 2024):</p> <p><i>La formule a été adaptée afin de pouvoir prendre en compte en une seule formule les différents cas de figure de combustible, à savoir:</i></p> <p><i>Les combustibles qui contiennent de la biomasse: la fraction de biomasse est retirée afin de représenter la fraction non biomasse, car la partie biomasse a un FE égale à zéro, tel que décrit dans l'article 22 du règlement =&gt; (1-BM).</i></p> <p><i>Les combustibles fossiles (charbon et coke): ceux-ci sont séchés et broyés avant introduction dans le four: la donnée d'activité est exprimée sur matière sèche: la formule est donc corrigée du pourcentage d'humidité: DA x (1-%eau). Pour les combustibles alternatifs, les données sont exprimées en PCI sur brut, l'humidité est donc considérée à zéro. Autrement dit, les combustibles sont considérés dans les calculs tels qu'ils entrent dans notre process: les matières entrant en sec dans le four sont exprimées en sec dans les calculs et celles entrant telles qu'à réception sont exprimées en brut dans les calculs.</i></p> <p>-Pour le carbone Organique et la décarbonation, les formules choisies par l'exploitant correspondent aux modèles générales.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Méthode fondée sur le calcul: généralités**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Article 24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Calcul des émissions par la méthode standard
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1.Dans la méthode standard, l'exploitant calcule les émissions de combustion, pour chaque flux, en multipliant les données d'activité liées à la quantité de combustible consommée, exprimées en térajoules sur la base du pouvoir calorifique inférieur (PCI), par le facteur d'émission</p>



correspondant, exprimé en tonnes de CO<sub>2</sub> par térajoule (t CO<sub>2</sub>/TJ), en accord avec l'utilisation du PCI, et par le facteur d'oxydation correspondant. Pour les combustibles, l'autorité compétente peut autoriser l'utilisation de facteurs d'émission exprimés en t CO<sub>2</sub>/t ou en t CO<sub>2</sub>/Nm<sup>3</sup>.

[...]

2.L'exploitant détermine les émissions de procédé, pour chaque flux, en multipliant les données d'activité liées à la consommation de matière, au débit ou au rendement, exprimées en tonnes ou en normomètres cubes, par le facteur d'émission correspondant exprimé en t CO<sub>2</sub>/t ou en t CO<sub>2</sub>/Nm<sup>3</sup> et par le facteur de conversion correspondant.

[...]

**Constats :**

Les émissions sont exprimées en kg CO<sub>2</sub> / an dans le Plan de surveillance et non en t CO<sub>2</sub> / an.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Méthode fondée sur le calcul: Données d'activité**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article Article 27

**Thème(s) :** Risques chroniques, Détermination des données d'activité

**Prescription contrôlée :**

1.L'exploitant détermine les données d'activité d'un flux de l'une des deux façons suivantes:

a) par mesurage en continu au niveau du procédé responsable des émissions;

b) par cumul des mesures des quantités livrées séparément, compte tenu des variations des stocks.

[...]

**Constats :**

L'exploitant détermine les données d'activités par cumul des mesures des quantités livrées séparément.

Des justificatifs attestant d'un suivi interne de la consommation des combustibles (Charbon/Coke; CSR et farines animales) ont été demandés. L'exploitant a transmis les éléments

<p>suivants :</p> <p>-Mélange Charbon/Coke: par e-mail du 07 mai 2024, des bons de livraison attestant des quantités de charbons et de cokes délivrées par le fournisseur CALCIA Port de Donges (26 bons charbons et 25 bons bons cokes) ont été fournis à l'inspection, pour un mois choisi aléatoirement dans les relevés (le mois de novembre 2023). Les suivis internes font état de 965.012 tonnes de charbon sec consommées et de 241.092 tonnes de coke secs consommées pour le mois de novembre 2023.</p> <p>-CSR: le suivi interne (fichier excel dénommé "saisie CSR décembre" fourni à l'inspection) fait état d'une consommation de 886.070 tonnes pour le mois de décembre 2023.</p> <p>-Farines animales: 684.030 tonnes ont été consommées pour le mois de décembre 2023 (fichier de suivi dénommé "saisie Farine Animale décembre " transmis à l'inspection).</p> <p>L'exploitant a fait observer que la consommation de CSR et farines animales était discontinuée sur l'année 2023, contrairement aux combustibles majeurs (charbon et coke).</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Méthode fondée sur le calcul: Données d'activité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Article 28</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Systèmes de mesure sous le contrôle de l'exploitant</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1.Pour déterminer les données d'activité conformément à l'article 27, l'exploitant utilise les résultats de mesurage fournis par les systèmes de mesure placés sous son propre contrôle dans l'installation, pour autant que les conditions suivantes soient réunies:</p> <p>a) l'exploitant est tenu de réaliser une évaluation de l'incertitude et de veiller à ce que le seuil d'incertitude correspondant au niveau applicable soit respecté;</p> <p>b) l'exploitant est tenu de faire en sorte que, au moins une fois par an et après chaque étalonnage des instruments de mesure, les résultats de l'étalonnage multipliés par un facteur de correction prudent soient comparés aux seuils d'incertitude requis. Le facteur de correction prudent se fonde sur une série chronologique appropriée d'étalonnages antérieurs de l'instrument en question ou d'instruments similaires, afin de tenir compte de l'effet de l'incertitude en service. En cas de dépassement des seuils associés aux niveaux approuvés conformément à l'article 12 ou en cas de non- conformité de l'équipement à d'autres exigences, l'exploitant prend des mesures correctives dans les meilleurs délais et en informe l'autorité compétente.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Pas d'écart observé.</b></p>

L'exploitant a été en mesure de présenter des méthodes d'évaluations des incertitudes (et des valeurs associées) relatives à des outils de mesurages sélectionnés aléatoirement par l'inspection.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Méthode fondée sur le calcul: Facteurs de calcul**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Systèmes de mesure non placés sous le contrôle de l'exploitant
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Lorsqu'une évaluation simplifiée de l'incertitude fait apparaître que l'utilisation de systèmes de mesure non placés sous le contrôle de l'exploitant, plutôt que de systèmes placés sous le contrôle de l'exploitant conformément à l'article 28, permet à l'exploitant d'appliquer un niveau au moins aussi élevé, donne des résultats plus fiables et présente un moindre risque de carence de contrôle, l'exploitant détermine les données d'activité au moyen de systèmes de mesure qui ne sont pas placés sous son contrôle.</p> <p>À cet effet, l'exploitant peut recourir à l'une des sources d'information suivantes:  a) les quantités figurant sur les factures émises par un partenaire commercial, sous réserve de la passation d'une transaction commerciale entre deux partenaires indépendants;  b) les valeurs directement fournies par les instruments de mesure.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les données d'incertitudes des outils non placés sous son contrôle.</b>  Il a fait valoir que la conformité des outils évalués par le prestataire PRECIA est attestée par la délivrance de "pastilles vertes" apposées sur les outils.  Il a été porté à l'attention de l'exploitant de la nécessité de disposer des données d'incertitudes afin que l'inspection puisse s'enquérir de leur maintien dans une gamme acceptable.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 2 mois**

**N° 9 : Méthode fondée sur le calcul: Facteurs de calcul**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article Article 35

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fréquence des analyses

**Prescription contrôlée :**

1.L'exploitant applique les fréquences d'analyse minimales indiquées à l'annexe VII pour les différents combustibles et matières. [...]

**Constats :**

**L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les justificatifs attestant du respect de la fréquence d'analyse du gaz naturel.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais : 2 mois**

**N° 10 : Gestion et contrôle des données**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article Article 58

**Thème(s) :** Risques chroniques, Système de contrôle

**Prescription contrôlée :**

1.L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef établit, consigne, met en oeuvre et tient à jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données en vue de la surveillance et de la déclaration des émissions de gaz à effet de serre et veille à ce que la déclaration d'émissions annuelle établie sur la base des activités de gestion du flux de données ne contienne pas d'inexactitudes et soit conforme au plan de surveillance, aux procédures écrites susmentionnées et au présent règlement. Lorsque l'exploitant d'aéronef prévoit de demander une allocation de quotas à titre gratuit conformément à l'article 3 sexies ou à l'article 3 septies de la directive 2003/87/CE, le premier alinéa s'applique également à la surveillance et à la déclaration des données relatives aux tonnes-kilomètres. 2.Les descriptions des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données contenues dans le plan de surveillance comprennent au minimum les éléments suivants: a) les informations énumérées à l'article 12, paragraphe 2; b) l'identification des sources de données primaires; c) chaque étape du flux de données depuis les données primaires jusqu'aux données relatives aux émissions annuelles ou aux tonnes-kilomètres afin de rendre compte de la succession des activités de gestion du flux de données et de leur interaction, y compris les formules et les étapes d'agrégation de données pertinentes appliquées; d) les étapes de traitement pertinentes liées à chaque activité spécifique de gestion du flux de données, et les formules et données employées pour déterminer les

émissions ou les données relatives aux tonnes-kilomètres; e) les systèmes électroniques de traitement et de stockage de données utilisés ainsi que l'interaction entre ces systèmes et d'autres saisies de données, notamment manuelles; f) la manière dont les résultats des activités de gestion du flux de données sont enregistrés.

**Constats :**

L'exploitant a transmis une procédure centralisée par le groupe Heidelberg Cement / Ciment Calcia intitulée : " Procédure de Société Activités de Gestion du flux de données relatives aux émissions de CO2".

**La liste des normes EN (ou des autres normes appliquées le cas échéant) telle que demandé par l'article corollaire à cette prescription (article 12 point g) ne figure pas dans cette procédure.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 11 : Exigences de déclaration**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article Article 65

**Thème(s) :** Risques chroniques, Activités externalisées

**Prescription contrôlée :**

Lorsqu'il externalise une ou plusieurs des activités de gestion du flux de données visées à l'article 58 ou des activités de contrôle visées à l'article 59, l'exploitant ou l'exploitant d'aéronef:

- a) contrôle la qualité des activités de gestion du flux de données ou activités de contrôle externalisées conformément au présent règlement;
- b) définit les exigences appropriées applicables aux résultats des activités externalisées ainsi que les méthodes utilisées dans le cadre de ces activités;
- [...]

**Constats :**

Les outils (ponts-basculés) placés sous le contrôle du prestataire externe (PRECIA) font l'objet d'un contrôle croisé réalisé par le service expédition du site. L'exploitant a fourni des justificatifs attestant d'un contrôle périodique. Le justificatif transmis (fichier excel dénommé "Contrôle croisé Pont 2023") fait état de contrôles mensuels satisfaisants réalisés sur des transporteurs identifiés par leurs numéros de bons, numéros de tracteurs et numéros de remorques.

**Pas d'écart constaté**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Exigences de déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Calendrier et obligations de déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b>  1.L'exploitant ou l'exploitant d'aéronef remet à l'autorité compétente, au plus tard le 31 mars de chaque année, une déclaration d'émissions qui couvre les émissions annuelles au cours de la période de déclaration et qui fait l'objet d'une vérification conformément au règlement d'exécution (UE) 2018/2067. Les autorités compétentes peuvent toutefois exiger des exploitants ou des exploitants d'aéronefs qu'ils présentent la déclaration d'émissions annuelle vérifiée avant le 31 mars et au plus tôt le 28 février.[...]
<b>Constats :</b>  <b>Pas d'écart observé.</b> Les délais de déclarations sont respectés.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 13 : Exigences de déclaration**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article Article 69
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapports relatifs aux améliorations apportées à la méthode de surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  1.Chaque exploitant ou exploitant d'aéronef évalue régulièrement s'il est possible d'améliorer la méthode de surveillance employée. [...]
<b>Constats :</b>  <b>Les conclusions du vérificateur de l'année 2022 n'ont pas été prises en compte en 2023.</b> Le rapport de vérification 2022 stipulait en effet : <i>"Dans l'ALC onglet F, l'exploitant a complété la production de clinker à la place des émissions de CO2. Cela impacte le benchmark. Il s'agira de corriger cette erreur."</i> Une observation analogue a été reportée par le vérificateur pour l'année suivante (rapport 2023) : <i>" Onglet F ligne 148 : le tonnage saisi est du clinker et non du CO2, donc le bilan en K109 est déséquilibré. Cela n'a pas d'impact sur l'allocation car c'est dans le pavé relatif à l'efficacité</i>

*énergétique."*

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois